



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/RBP/L.64/Add.1
26 octobre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Groupe intergouvernemental d'experts
des pratiques commerciales restrictives
Treizième session
Genève, 24 octobre 1994

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS
DES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES
SUR SA TREIZIEME SESSION

Rapporteur : M. Gomi Tharaka Senadhira (Sri Lanka)

POINTS 3, 4 ET 5 (suite)

<u>Orateurs</u> :	Allemagne	République de Corée
	Italie	Zambie
	Jamaïque	Espagne
	Royaume-Uni	Géorgie
	Malaisie	

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification doit être soumise, en anglais ou en français, au plus tard le vendredi 4 novembre 1994 à la :

Section d'édition de la CNUCED
Bureau E.8106
Télécopie : 907 0056
Téléphone : 907 5654 ou 5655

POINTS 3, 4 ET 5 (suite)

20. Le représentant de l'Allemagne a dit que la meilleure façon pour les pays d'exprimer leur attachement à l'Ensemble de principes et de règles était de veiller à une application rigoureuse des lois nationales sur la concurrence dans les domaines traditionnels de la concurrence, tels que les accords horizontaux restrictifs, l'abus de position dominante sur le marché et les fusions et acquisitions anticoncurrentielles. Il a donné quelques exemples récents de cette application en Allemagne. Compte tenu de la dimension internationale croissante de la politique de concurrence, ainsi que des tendances et de l'évolution récente de l'environnement politique et concurrentiel, il a souligné la nécessité grandissante de préserver les fonctions bénéfiques de la concurrence au niveau mondial. En particulier, la libéralisation de l'accès aux marchés négociée par les parties contractantes au GATT devrait être protégée contre toute manoeuvre de contournement par le secteur privé. Il considérerait toutefois qu'il était encore prématuré, pour faire appliquer de telles règles, d'établir des règles et institutions générales en matière de concurrence s'imposant de façon contraignante à tous les pays. Mais le Groupe intergouvernemental restait le seul organe universel à pouvoir préparer les discussions futures - puis à y participer activement - qui pourraient déboucher sur un nouvel ordre international en matière de concurrence. L'Allemagne continuait donc de soutenir cette initiative.

21. Le représentant de l'Italie a évoqué quelques aspects de l'expérience acquise par l'organisme italien de défense de la concurrence concernant l'application de la loi qui avait récemment été adoptée sur la protection de la concurrence. Cet organisme avait insisté sur son rôle consultatif auprès d'autres services gouvernementaux pour faire en sorte que la concurrence vienne renforcer la libéralisation et la privatisation. Il avait accordé une attention particulière à la surveillance des monopoles réglementaires, notamment pour ce qui était d'éviter des abus de la part de ces monopoles à travers un subventionnement des coûts sur des marchés contigus.

22. Le représentant de la Jamaïque a décrit les principales fonctions de la Commission jamaïcaine du commerce équitable, créée en septembre 1993. Des enquêtes avaient notamment été entreprises sur des pratiques restrictives dans les secteurs de la bourse et des télécommunications, ainsi que des industries de l'eau, du ciment et du pétrole. Le secteur de la boulangerie,

l'industrie du lait et différents organismes professionnels avaient également fait l'objet d'enquêtes. Les capacités consultatives de la Commission avaient été utilisées pour l'exécution du programme de privatisation, concernant notamment la Banque nationale d'investissement de la Jamaïque. La Commission avait également lancé une campagne d'information publique en diffusant des films vidéo, des opinions consultatives, des brochures et des communiqués de presse. Elle organisait des séminaires à l'intention de membres du Parlement et de juges. Des séminaires avaient également eu lieu avec la Commission fédérale du commerce et le Département de la justice des Etats-Unis, ainsi qu'avec la CNUCED. Enfin, la Jamaïque était prête à partager avec d'autres pays son expérience de la mise en place d'une autorité chargée de la protection de la concurrence.

23. Le représentant du Royaume-Uni a dit que l'Office of Fair Trading avait publié un code de pratique qui fixait un calendrier et des délais pour les enquêtes préliminaires et les réponses de fond aux plaintes dans différents secteurs d'enquête. Ce code visait à garantir un processus de décision rapide et la transparence, sans préjudice de la qualité du travail ou de l'attachement à une application effective des dispositions relatives à la concurrence.

24. La représentante de la Malaisie a évoqué la croissance économique et les tendances à la libéralisation, à la privatisation et à la globalisation dans son pays, qui avaient contribué à un accroissement des investissements étrangers, notamment par le biais de fusions, rachats et création de coentreprises. Ces tendances avaient influé sur la décision d'adopter une loi sur la concurrence. Une assistance pour l'élaboration de cette loi avait été fournie par le secrétariat de la CNUCED sous la forme de séminaires et autres activités de coopération technique. La rédaction de la loi posant toutefois quelques difficultés, la Malaisie avait sollicité l'avis d'experts dans ce domaine.

25. Le représentant de la République de Corée a dit qu'au cours des 14 années écoulées depuis son adoption, la loi coréenne sur le commerce équitable avait déjà été modifiée à quatre reprises dans le souci d'une plus grande efficacité. D'importants changements survenus récemment dans l'environnement économique intérieur et mondial obligeaient à y apporter de nouvelles modifications, qui étaient actuellement examinées par l'Assemblée nationale et seraient probablement adoptées à la fin de 1994. Ces nouvelles modifications

concernaient les points suivants : i) la limite en matière d'investissement des grands groupes économiques et financiers serait ramenée de 40 % à 25 %; ii) l'obligation de notifier les contrats internationaux serait supprimée; et iii) les mesures visant à réprimer les infractions à la loi seraient renforcées. Le représentant a ajouté que la Commission coréenne du commerce équitable avait intensifié sa coopération avec ses homologues dans d'autres pays ainsi qu'avec les organisations internationales compétentes. En 1993, par exemple, la République de Corée avait obtenu le statut d'observateur au Comité du droit de la concurrence et de la politique de concurrence de l'OCDE.

26. Le représentant de la Zambie a dit que, depuis 1991, son pays avait entrepris un vaste programme de réforme économique, y compris des mesures de réforme juridique à l'appui du secteur privé. Spécifiquement, le programme visait à encourager la concurrence économique et à garantir une utilisation efficace des ressources. Dans ce contexte, la privatisation servait à démanteler les structures monopolistiques de l'économie. La loi de 1994 sur la concurrence et le commerce équitable prévoyait la création d'une commission de la concurrence, pour laquelle la Zambie avait demandé une assistance technique à la CNUCED. Enfin, la Zambie se félicitait de la demande formulée par les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) concernant l'organisation à Lusaka d'un atelier sur la concurrence.

27. Le représentant de l'Espagne a évoqué les mesures législatives adoptées pour renforcer l'application, dans son pays, de la loi de 1979 sur la protection de la concurrence. A cet égard, le Tribunal de défense de la concurrence avait joué un rôle actif en proposant plusieurs mesures législatives visant à instaurer un environnement plus compétitif sur le marché espagnol. Le représentant a également évoqué les activités d'assistance technique réalisées par son gouvernement concernant la politique de concurrence, en particulier dans des pays d'Amérique latine, et il a réaffirmé la volonté de l'Espagne de coopérer avec la CNUCED dans le domaine de l'assistance technique. Enfin, il a déclaré que l'Espagne était convaincue de l'utilité de l'Ensemble de principes et de règles pour les futurs travaux multilatéraux relatifs à la concurrence.

28. Le représentant de la Géorgie a dit que lorsque son pays avait décidé d'adopter un système d'économie de marché, la concurrence était devenue d'une importance cruciale. Ainsi, en 1992, un décret sur la concurrence avait été publié sur le modèle adopté par d'autres grands pays économiques.

L'application de ce décret avait toutefois révélé de nombreuses lacunes, de sorte qu'une législation adaptée aux besoins du pays était actuellement élaborée avec l'assistance de la Banque mondiale. Compte tenu de la situation que le représentant venait de décrire, la Géorgie souhaitait solliciter l'assistance technique de la CNUCED pour assurer la formation des fonctionnaires qui seraient chargés de faire appliquer la loi.
